

Sa nature, ses traditions culturelles, ses jolies indigènes.... Guatemala : terre de paradis ?



Carmelina Carracillo

Avec la collaboration de Valentina Camponovo

Janvier 2012

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Une acquisition de terres par des méga projets sans le consentement des paysans/nes qui les occupent, un Etat lié à l'oligarchie autorisant l'impunité, un haut degré de violence et un féminicide, tel est le contexte dans lequel les mouvements paysans et de la société civile – dont les partenaires d'Entraide & Fraternité – évoluent, résistent et proposent des alternatives¹.

Le titre de cet article est à peu de chose près ce que vantent les affiches touristiques placardées dans le hall de certains hôtels du pays. Terre de paradis, le Guatemala pourrait l'être : richesses naturelles, diversité culturelle, courage et créativité des populations ... Et pourtant, sept personnes sur dix vivent dans la pauvreté en zone rurale et deux millions ont émigré aux USA malgré le coût (40 000 quetzales – 4000 euros) et les risques de rapt au Mexique (contre rançon).

Guatemala, terre de paradis...

Mais la terre de qui ? 78% des terres cultivables sont aux mains de 8% des producteurs (c'était en 2002). La réforme agraire promue par le gouvernement et les institutions financières internationales a été un échec. Les crédits ont fini par être alloués aux multinationales et aux éleveurs de bétail intéressés par le marché agraire – idéal pour blanchir leurs bénéfices du narco trafic². D'après nos partenaires et les leurs, le principal obstacle à la souveraineté alimentaire dans le pays, c'est l'acquisition des terres par les « mégaprojets » : projets hydrauliques, plantations de cannes à sucre et de palmiers à huile à destination de

l'exportation, exploitations minières s'installant sur des terres occupées par des paysans et paysannes indigènes pour la plupart. On estime à 500 000/700 000 ha l'étendue des terres destinées à la culture du palmier africain. Un paysan témoigne : « *Tu vas couper dans les champs de canne à sucre, ils t'engagent pour 4 mois par an. Lorsqu'ils pulvérisent, ils ne font pas de différence, ils pulvérisent tout : leurs cultures mais aussi nos maisons et nos parcelles où nous cultivons les granos basicos. Lorsqu'il y a inondation, le gouvernement préfère protéger les cannes à sucre plutôt que les villages* ». Cette alliance entre les entreprises et le gouvernement – composé de membres de l'oligarchie et du secteur privé – a aussi pour conséquence une répression des leaders opposants aux acquisitions ou défendant leurs droits. Ceux-ci sont donc poursuivis à la fois par la police de l'Etat et par celle des entreprises : en mars 2011, à Polochic, il y a eu 13 tués, 300 maisons et 100 hectares détruits³.

Sa belle nature ...

100 000 ha de forêt disparaissent par an – notamment pour les plantations de palmiers qui provoquent la perte de la fertilité des sols et de la biodiversité⁴ ! 60% de l'eau totale du pays sont utilisés par les entreprises de cannes à sucre ! Il faut 20 tonnes de roche à la mine Marlin pour extraire 1 gramme d'or, 14 tonnes de cyanure et 200 000 litres d'eau par heure pour le nettoyer (et propre, l'or prend l'avion pour le Canada) ! Pour compléter ce tableau, signalons encore que des entreprises font reconnaître leurs plantations de palmiers à huile comme forêts pouvant absorber du CO2 dans le cadre de projets des mécanismes de

¹ Analyse suite à une mission au Guatemala en septembre 2011.

² Selon les chiffres du recensement officiel agraire de 2003, sur 13000 exploitations bovines, seules 2000 ont du bétail alors que l'ensemble de ces exploitations occupent 35% des terres cultivables dans le Nord.

³ On compte 17 morts par jour dans le pays.

⁴ A signaler aussi : la sécheresse des terres avoisinantes due au détournement des rivières et fleuves en vue d'irriguer les plantations.

développement propre : ceci permet à ces entreprises d'échapper aux éventuelles limitations de production et de profiter de la vente de crédits carbone⁵ !

Sa cuisine traditionnelle ... et ses 43,4% de la population en malnutrition chronique (2010). Pour lutter contre la crise alimentaire, plutôt que de soutenir l'agriculture paysanne dans la production des denrées alimentaires, le gouvernement a préféré autoriser une augmentation de leur importation (maïs jaune, poulet, farine de maïs)⁶. Et avec la perte de leurs terres, les paysans/nes perdent aussi leur sécurité alimentaire. Une paysanne disait qu'aujourd'hui, sa propre production lui permettait de nourrir la famille à peine quelques mois par an.

Ses traditions culturelles ...

Le tissage est une activité traditionnelle au Guatemala et avant l'invasion du marché local par les textiles chinois, elle assurait un revenu complémentaire aux femmes paysannes. « *Aujourd'hui, tous les objets viennent de Chine. Quand un gosse a faim, il suce un petit objet de plastique chinois qui coûte quelques quetzales. On importe de la soie et des produits non traditionnels et traditionnels où figurent des dessins mayas* ». Ainsi, s'exprime un leader communautaire. La plupart des leaders de mouvements indigènes ont le souci de redécouvrir – et faire redécouvrir – la culture maya avec ses conceptions du monde, du temps, de l'espace, des événements de la vie, du rapport à dieu et à ses saints, à la nature. Si cette volonté de redécouverte est commune à tous les mouvements indigènes, force est de constater qu'il existe aussi des

divergences quant à l'utilisation « politique » de ces éléments culturels. Epinglons particulièrement cette réflexion du leader principal d'une coordination de mouvements indigènes : « *Nous autres mayas, après autant d'années d'exploitation, nous avons une culture de l'obéissance. Nous sommes aussi divisés sur certains aspects. Nous avons des guides spirituels qui vont jusqu'à faire dire à la madre tierra qu'elle permet l'exploitation minière !* ».

Et malgré une population indigène représentant 40% – selon les chiffres officiels – ou 60% – selon les mouvements indigènes – de la population totale, le gouvernement ne reconnaît pas les instruments traditionnels de consultation de ces communautés surtout si ceux-ci ne servent pas ses intérêts et ceux des entreprises qu'il soutient (comme les mégaprojets par exemple).

Et ses jolies indigènes... qui subissent une double violence : familiale – qui se dénonce rarement – et celle des milices privées qui s'attaquent aux femmes notamment pour punir les actes de résistance des militants. En 2008, on relève 658 cas de morts violentes. En moyenne, 600 femmes sont assassinées chaque année dans le pays et on estime que 56% de ces morts violentes surviennent dans le cadre domestique⁷. On parle de fémicide. Et vu l'impunité, on parle aussi parfois de « culture fémicide d'Etat ». Selon une fondation qui vient en aide aux femmes victimes de violence au Guatemala, pour ce qui concerne les 665 cas de femmes assassinées en 2005, ils n'auraient donné lieu à aucun procès (ni à aucune condamnation)⁸.

⁵ Récemment, une entreprise a reçu cinq millions de dollars pour sept ans de vente de crédit carbone.

⁶ Dans les années 80, le pays était autonome pour le maïs jaune. Aujourd'hui, 72% sont importés.

⁷ Voir site www.genreenaction.net

⁸ Voir article « *Guatemala : une culture de fémicide étatique* », <http://www.oregand.ca/veille/2007/08/guatemala-une-c.html>

La situation des femmes risque de ne pas s'améliorer. La crise aidant, les jeunes filles indigènes sont aussi les premières à quitter l'école : les garçons ont au moins la chance de terminer la cinquième année primaire. Quant à elles, elles n'achèvent pas la première. Adolescentes, elles peuvent cependant gagner un peu d'argent en se prostituant pour les étrangers employés dans les mines. Lorsqu'elles travaillent comme agricultrices, elles n'existent pas juridiquement (pas de carte d'identité, pas de compte en banque). Elles vivent en « copropriété », ce qui signifie que généralement, elles n'ont droit à rien : ni aux biens immobiliers (le décret foncier titularise seulement les hommes) ni à l'argent (même si elles en gagnent, elles doivent le donner à leur mari ou leur père). Lorsqu'elles sont salariées, elles gagnent bien moins que les hommes pour le même travail. Et lorsque les hommes émigrent pour travailler, ce sont encore elles qui garantissent la nourriture et les soins de la famille.

Le dirigeant – un homme – d'un mouvement paysan indigène commente : « *Nous les hommes convaincus, nous essayons de former nos compagnons, mais ce n'est pas chose facile. Nous voyons au sein de notre syndicat par exemple que certains de nos compagnons ne sont pas d'accord que leur mère, leurs sœurs, leur femme ou leurs filles participent aux réunions* ».

Et ses accords de libre commerce ...

Le rapport du Ministère de l'Economie guatémaltèque (2011) a comparé la situation durant les périodes pré et post-accords DR CAFTA « Dominican Republic Central America Free Trade Agreement »⁹, il a conclu à des

⁹ Accords entre les USA et les pays d'Amérique Centrale ratifiés, en 2007 et en 2009, par les USA et les pays d'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République dominicaine, Costa Rica).

effets négatifs de ces accords pour l'économie guatémaltèque (déficit de la balance commerciale avec augmentation des importations ; dépendance alimentaire nationale pour le riz, le maïs et le coton ; pas de diversification dans les produits d'exportation guatémaltèque¹⁰ ; etc.) Par contre, le rapport du Département de l'Agriculture des USA évalue les effets de cet accord comme extrêmement positifs pour eux (exportations en croissance par ex.) Le gouvernement guatémaltèque ne tient pas compte du rapport de son propre ministère et signe, en 2010, les Accords d'Association entre l'UE et les républiques d'Amérique centrale, Pérou et Colombie (AACUE). Ces accords prévoient notamment l'accès, par des entreprises européennes, au secteur des services (électricité, poste, télécommunications) aux mêmes conditions du marché que celles des entreprises locales. Cela entraînera la disparition des PME guatémaltèques actuelles qui perdront une grosse part du marché, car non concurrentielles avec les entreprises de l'UE. Quant au secteur de l'agriculture paysanne, il sera difficile de se protéger contre les denrées alimentaires en provenance de l'UE qui vont concurrencer les produits alimentaires de base produits localement.

Mais aussi ses résistances ...

La parole est à nos partenaires et ... chapeau bas !

¹⁰ Seuls les secteurs agricole et minier - vulnérables sur le plan du marché mondial (forte volatilité des prix)- ont connu une forte hausse d'exportation - respectivement de 80,1% et de 411,1% entre 2006 et 2010. En ce qui concerne le secteur agricole d'exportation, 33,8% concernent l'exportation de bananes (maîtrisée par l'exUFICO, entreprise multinationale américaine dont les chiffres bénéficient au PIB des USA) et 28,5 % celle du café (sous la maîtrise de l'oligarchie locale/nationale).

- A ceux et celles qui risquent leur vie pour défendre leurs droits et ceux de leur peuple ;
« Nous courons un risque parce que nous sommes contre le gouvernement et les entreprises. Beaucoup de nos compagnons sont poursuivis, persécutés, criminalisés. Mais on continue. Ceci ne nous intimide pas, bien au contraire, ceci nous renforce dans notre action ... On a organisé cinq consultations communautaires pour répondre au plan gouvernemental qui voulait imposer l'exploitation de la mine voulue par des étrangers. Aujourd'hui, on peut dire qu'on a pu freiner l'expansion de la mine grâce à ce travail de consultation et aux outils juridiques dont nous disposons (art 169). En 2010, on a invité le haut fonctionnaire des Nations Unies en charge des peuples Indigènes afin qu'il nous soutienne. Il a accepté. » (CPO)
- A ceux et celles qui persistent dans les sensibilisations et mobilisations des communautés malgré la dure concurrence des entreprises et du gouvernement ;
« Lorsqu'ils ont présenté leur projet, les responsables de l'entreprise minière avaient invité tout le monde à un repas. Ils ont demandé aux gens de signer un document attestant qu'ils avaient bien reçu un repas. Ensuite, ils ont utilisé ces signatures comme preuves de l'accord de la population pour l'installation de la mine sur leur territoire. Mais nous, on a résisté. Les femmes ont coupé les câbles électriques » (Paroisse San Miguel-CEIBAⁱⁱ) ; « Une façon d'acheter les leaders communautaires, c'est de leur offrir un petit emploi dans la fonction publique. Les entreprises offrent des bibelots pour obtenir l'accord des personnes. Ils achètent les leaders indigènes pour nous contrer. Lorsque nous
manifestions pour la reconnaissance de la Consulta comme instrument de pression légal, les personnes qui nous empêchaient d'avancer étaient des indigènes de chez nous. » (CPO)
- A ceux et celles qui mènent des actions d'éducation en prenant en compte les contextes et intérêts des gens des communautés, en se déplaçant chez eux et en discutant avec eux dans une langue qu'ils comprennent (la plupart des indigènes ne parlent pas espagnol) ;
 Pour ce faire, les animateurs doivent être extrêmement compétents. C'est la raison pour laquelle le focus se porte sur la formation de leaders qui, par exemple, progressivement, initieront des modules d'alphabétisation politique avec les gens de la base.
- A ceux et celles qui appuient les paysans et les paysannes à la production et à la commercialisation ;
« Je produis 40 quintaux de tomates en un an dans ma serre (19/10 mètres) ... Avec les 15 cuerras (20X20m), nous vivons à quatre familles : celles de mes trois enfants et la mienne. Je vends au marché et des personnes se déplacent jusqu'ici pour acheter les produits de ma ferme. J'ai aussi des poules, un ou deux cochons. On n'achète rien. J'ai aussi un petit carré de plantes aromatiques. Mais tout ceci est possible car j'ai obtenu une petite aide. Et j'aimerais diffuser cet enseignement pour montrer aux jeunes qu'il est possible de vivre en tant que paysan. » (Paysan de Totonicapan)
 Pratique de l'agroécologie, renforcement de la commercialisation au niveau local et régional, organisation de foires agricoles, banque de semences bio, telles sont les

initiatives réalisées et qui confirment que, soutenue, l'agriculture paysanne durable est en mesure de fournir emplois et revenus tout en ayant un impact sur le territoire (effets écologiques positifs et service aux consommateurs).

- A ceux et celles qui soutiennent les paysannes malgré le poids du contexte socioculturel ;

Formation immédiatement rentable pour soi et la famille (diététique, soins, ...), formation destinée à la production et commercialisation de produits alimentaires ou artisanaux, alphabétisation, droits des femmes et des indigènes, tels sont les enseignements dispensés. Les paysannes de Totonicapan et de Solola témoignent : *« Les plantes médicinales, aromatiques, on les voyait mais on ne savait pas comment les utiliser. Cette formation nous a permis de récupérer ce qu'on avait perdu. » ; « Il m'a fallu trois mois pour apprendre à signer. Mais la formation c'est important. J'ai aussi besoin de ces informations pour approfondir mon métier de sage femme. »*

Ces formations s'accompagnent de transmission de valeurs et d'apprentissage d'aptitudes (respect pour soi-même et pour les autres, confiance en soi, engagement social et citoyen). *« C'est bon de se former. Une femme qui n'a pas cette expérience ne peut se défendre. Il faut aider les femmes à sortir de chez elles et insister. » ; « Si j'ai voulu venir à la formation, c'est parce que je veux aider ma fille à s'en sortir. Et c'est ce qui m'a décidé à devenir leader. Ma fille comme toutes les autres filles de la communauté ont le droit d'étudier. » ; « Aujourd'hui, je n'ai plus peur. Je peux parler en public et aider les autres à le faire. »* Mais encore faut-il que les femmes viennent à ces formations, car

elles en sont parfois empêchées par leur mari, père ou frère ou par la peur du « qu'en dira-t-on ». C'est pourquoi le soutien aux paysannes passe aussi par la sensibilisation des hommes notamment par une redécouverte des valeurs de la culture Maya où figure en bonne place la complémentarité entre l'homme et la femme et le respect de chacun des sexes. A côté des formations, d'autres actions sont mises en place comme des initiatives commerciales artisanales (broderie artisanale, produits cosmétiques, bougies, etc.) et un appui à la représentation politique des femmes indigènes au niveau municipal et interrégional.

- A ceux et celles qui mènent un travail patient de plaidoyer qui se concrétise par un suivi régulier avec les autorités communales et communautaires d'une part et une pression sur les autorités départementales ou nationales d'autre part ;

« A Solola, nous assumons des responsabilités communales depuis 1996. En 2002, nous avons proposé un plan stratégique pour huit ans dans le cadre de plusieurs domaines (enfance, santé, éducation, femmes, développement économique dont l'agriculture paysanne et l'artisanat). En 2011, le renouvellement de ce plan a été adopté jusque 2018 et sera mis en œuvre quel que soit le bourgmestre qui sera élu. » (Coind^{III}) ; « On a obtenu une réunion avec le service agraire afin de faire comprendre, aux fonctionnaires et décideurs, les raisons pour lesquelles l'agriculture paysanne agroécologique est importante à soutenir. » (Ceiba). De telles réussites nécessitent une bonne connaissance des dossiers techniques et une maîtrise des outils juridiques

internationaux. La participation à des réseaux, quant à elle, est notamment utile pour « capter » l'information (les menaces futures comme par exemple un mégaprojet) et surtout pour progresser dans la formation d'un contre pouvoir.

Et la solidarité Nord/Sud...

Car après l'indignation, suivent l'action et la solidarité. C'est ce que nos partenaires souhaitent.

« C'est important pour nous d'être soutenus pour mieux consolider notre résistance et notre lutte et les rendre internationales. » (CPO); « C'est essentiel pour nous que ces messages se transmettent en Europe, que nous soyons soutenus dans notre dénonciation. Ecrivez des lettres au président du Guatemala, diffusez autant que possible des informations dans les médias » (Ceiba).

Et pour conclure, quelques paroles de sagesse ...

« La terre n'est pas liée à l'esprit de possession. La terre est un espace où le maïs et les haricots poussent, où l'on parle une langue spécifique, où l'on porte des vêtements particuliers. Notre relation à la terre a à voir avec notre passé, la résistance de nos ancêtres. La crise n'est pas que terrienne, c'est aussi une crise de civilisation. Pour qu'un futur soit possible, nous devons parvenir à UTZK'ASLEM (le bien vivre), un espace où les êtres humains se respectent réellement et valorisent leur environnement. » (Coordonnateur d'un réseau de mouvements indigènes).

ⁱ CPO = Consejo de Pueblos de Occidente.

ⁱⁱ CEIBA = Asociación para la Promoción y el Desarrollo de la Comunidad.

ⁱⁱⁱ COINDI = Cooperación indígena para el desarrollo integral.